

Guinée/ Mali: L'UE appelle au respect de feuilles de route claires débouchant sur des élections

écrit par GuineePolitique© | 3 octobre 2021



Politique

Communiqué de presse

L'Union européenne salue le rôle de premier plan joué par la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) lors de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement consacrée à la situation politique en République de Guinée et en République du Mali, qui s'est tenue à Accra le 16 septembre dernier.

Dans ce cadre, l'Union européenne accueille favorablement la décision de la CEDEAO d'initier le processus de réexamen du Protocole additionnel sur la démocratie et la bonne gouvernance de 2001, afin de renforcer la démocratie, la paix et la stabilité dans la région.

L'UE exprime sa profonde préoccupation au vu des situations politiques actuelles en Guinée et au Mali, réaffirme sa ferme condamnation des coups d'Etat, et exhorte l'ensemble des acteurs des deux pays à agir dans le respect de l'Etat de droit, de l'intérêt de la paix et pour le bien-être de leurs populations.

Dans cet esprit, l'UE réaffirme la nécessité que les acteurs politiques concernés garantissent des transitions inclusives et apaisées, notamment par le biais de réformes attendues par les populations. Le respect de feuilles de route claires débouchant le plus rapidement possible sur des élections libres, transparentes et équitables est à ce titre indispensable. L'UE est prête à envisager des mesures ciblées à l'encontre des dirigeants, politiques et militaires, faisant obstruction aux processus de transition.

L'Union Européenne se joint par ailleurs à la CEDEAO pour dénoncer fermement toute velléité des autorités maliennes de transition de recourir à la société paramilitaire Wagner au Mali, ce qui aurait des conséquences sur la relation entre l'Union européenne et le gouvernement de transition malien.

L'UE demeure disposée à accompagner les processus de transition en Guinée et au Mali, en étroite collaboration avec la CEDEAO, l'Union africaine, les Nations Unies et ses autres partenaires.

Cet article est republié à partir de europa.eu. Lire l'original [ICI](#)

Mascarade électorale et référendaire en Guinée:

L'union européenne remet en question la validité du processus

écrit par GuineePolitique© | 3 octobre 2021



Le caractère non inclusif et non consensuel de ces scrutins et du fichier électoral porte atteinte à la crédibilité de ces élections. L'absence d'observation régionale et internationale reconnue remet également en question la validité du processus.

Déclaration de la Porte-parole de l'UE sur les élections législatives et le référendum constitutionnel du 22 mars 2020 en Guinée

Guinée: déclaration de la Porte-parole sur les élections législatives et le référendum constitutionnel du 22 mars

Le double scrutin du 22 mars s'est tenu dans un climat de forte tension émaillé par des violences causant plusieurs morts. Ces actes de violence et l'usage disproportionné de la force par les forces de l'ordre sont

inacceptables.

Le caractère non inclusif et non consensuel de ces scrutins et du fichier électoral porte atteinte à la crédibilité de ces élections.

L'absence d'observation régionale et internationale reconnue remet également en question la validité du processus. Les clivages intercommunautaires se creusent dangereusement.

L'Union européenne renouvelle son soutien aux initiatives de la Communauté économique des états de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de l'Union africaine et de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) susceptibles de réhabiliter le processus électoral, de désamorcer les tensions et de renouer un dialogue entre toutes les parties.

[Virginie BATTU-HENRIKSSON](#) Spokesperson for Foreign Affairs and Security Policy + 32 (0)470 18 24 05

eeas.europa.eu

En Guinée, Alpha Condé joue son va-tout

écrit par GuineePolitique© | 3 octobre 2021



Le référendum dimanche en Guinée couplé à des législatives ont été conçues par le président Alpha Condé pour s'accrocher au pouvoir malgré son âge et la contestation populaire.

81 ans et président de la République de Guinée depuis 2010. Alpha Condé entend bien le rester. Pour y parvenir, il a organisé un double scrutin qui doit se tenir ce dimanche, couplant ainsi élections législatives et référendum constitutionnel qui lui permettrait de briguer un troisième mandat présidentiel. Grâce à [la crise du coronavirus](#) qui a lui a permis d'annuler la médiation de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), il y a fort à parier que celui qui fut une figure majeure de l'opposition lors des régimes précédents, parvienne à ses fins.

L'opposition a immédiatement réagi en appelant mercredi à un boycott électoral général et à descendre dans les rues pendant le week-end afin d'empêcher ce que certains désignent comme "un coup d'Etat constitutionnel". Dans une allocution filmée, l'un des coordinateurs nationaux du

Mouvement

FDNC (Front national pour la défense de la Constitution) Sékou Koundouno

a appelé les Guinéens à “se lever” pour faire de ces deux journées un

élan de protestation historique. “Nous avons mis en place une batterie

de stratégies. Nous allons lancer l’alerte rouge afin d’enterrer ce rêve

suicidaire.”

Pour le gouvernement, l’élection ne va “sûrement pas répandre le virus”

Le

FNDC a également dénoncé les manœuvres de l’Etat pour censurer Internet

et des supposées pratiques illégales de mise sur écoute téléphonique.

Des groupes de la société civile, quant à eux, ont demandé au chef

d’Etat guinéen de reporter le scrutin jusqu’à la fin de l’épidémie de

coronavirus. Le porte-parole du gouvernement, Amadou Damaro Camara, a

rétorqué “que les deux cas répertoriés de personnes infectées ne

pouvaient empêcher le reste du pays à exercer son droit de vote. Et que

l’élection n’allait sûrement pas répandre le virus.”

Alpha

Condé avait pourtant bien commencé. Bon élève, il avait été envoyé en

France à l’âge de 15 ans afin de poursuivre ses études. Il passe alors

son bac au lycée Turgot à Paris où il sympathise avec Bernard Kouchner qu'il considère comme son frère. Puis c'est la Sorbonne et la faculté de droit où il décroche un doctorat d'Etat en droit public. Très vite, il devient un militant de la cause africaine et s'impose au fil des ans comme une figure majeure de l'opposition guinéenne. Il fonde trois partis politiques dont le Mouvement national démocratique (MND) qui passera de la clandestinité à la lutte légale en 1991.

En 2000, il est arrêté pendant vingt mois, jugé et condamné par une cour spéciale à cinq ans de prison. Son arrestation suscite un mouvement de protestation local et international. Madeleine Albright, ancienne Secrétaire d'Etat américaine se déplaçant même à Conakry, afin de rencontrer le célèbre opposant. Jacques Chirac s'impliquera aussi personnellement. Il sera libéré une année plus tard par une grâce présidentielle. Aujourd'hui, ses opposants lui reprochent d'avoir oublié tous les combats pour la justice et la liberté menés dans sa jeunesse.

Cet article est republié à partir de lejdd.fr. Lire l'original [ici](#)

Pour l'UE «les conditions d'organisation d'un scrutin sérieux et apaisé [] ne sont actuellement pas réunies» en Guinée

écrit par GuineePolitique© | 3 octobre 2021



Les conditions d'organisation d'un scrutin sérieux et apaisé, dont le résultat puisse être accepté par tous, ne sont actuellement pas réunies.

Déclaration de la porte-parole de l'UE sur le double scrutin du 22 mars 2020 en Guinée



[République de Guinée : déclaration de la porte-parole sur le double scrutin du 22 mars](#)

La Guinée aborde dans un contexte de polarisation extrême le double scrutin du 22 mars, élections législatives et référendum constitutionnel tel que décidé par le gouvernement.

Les conditions
d'organisation d'un scrutin sérieux et apaisé, dont le
résultat puisse
être accepté par tous, ne sont actuellement pas réunies.

L'Union Européenne réaffirme son soutien total aux initiatives
de la CEDEAO et de l'Organisation Internationale de la
Francophonie pour amener les autorités guinéennes à organiser
des élections crédibles et inclusives. Elle appelle les
acteurs politiques à la responsabilité face aux enjeux et
défis auxquels est confrontée la Guinée.

eeas.europa.eu

Déclaration du Haut Représentant au nom de l'Union européenne sur la situation politique en Guinée

écrit par GuineePolitique© | 3 octobre 2021



Les récentes déclarations de l'Organisation Internationale de la Francophonie, à travers son communiqué du 24 février sur l'état du fichier électoral guinéen, et la décision de l'Union Africaine, annoncée ce vendredi 28 février 2020, de rappeler sa mission d'observation des élections législatives du 1^{er} mars, confirment les inquiétudes de l'Union européenne. En l'état, **l'absence d'inclusivité et de transparence jette le doute sur la crédibilité des échéances électorales à venir.**

Cette situation attise le risque de division et de tension au sein de la communauté nationale. Il incombe à tous les acteurs politiques, en particulier au Président Condé en tant que Chef de l'Etat, de renouer le dialogue et de rétablir un climat de confiance propice à la paix sociale et à la tenue de scrutins crédibles attendus pour l'année 2020.

L'Union européenne appelle à la retenue et condamne l'usage de la violence d'où qu'elle vienne.

Elle soutient toute initiative de la région pour trouver une issue pacifique à cette crise et appelle les acteurs guinéens à coopérer.

europa.eu

Qu'attendent les partenaires

internationaux de la Guinée pour agir? [ACAT]

écrit par GuineePolitique© | 3 octobre 2021



L'annonce de la tenue du référendum constitutionnel et des élections législatives le 1er mars 2020 a exacerbé les tensions au sein de la société guinéenne. Les violences à l'encontre des leaders de la société civile et des partis politiques, réunis au sein du Front National de Défense de la Constitution (FNDC), redoublent. Nous appelons les partenaires internationaux à plus de fermeté pour que la Guinée respecte les droits humains et reconnaisse que les élections ne peuvent se tenir dans le contexte actuel.

Depuis

mi-octobre 2019 et le début de la mobilisation contre le « coup d'État constitutionnel » qui permettrait au Président Alpha Condé de briguer un

3^e mandat, le recours abusif à la force létale par les forces de sécurité

est quasi-systématique. Selon plusieurs organisations de la société

civile en Guinée, dont les membres de la coalition Tournons la Page-Guinée, plus de **40 civils ont été tués** – souvent en marge des manifestations et par armes à feu – **62 personnes blessées** et **environ 90 personnes arrêtées**. A cela s'ajoutent les

nombreuses **menaces et intimidations**

dont les leaders de la société civile et des partis politiques font

l'objet. La déclaration du Président guinéen qui, lors d'un meeting à

Faranah le 20 février 2020, a appelé ses partisans à frapper quiconque

saccagerait les urnes le jour du vote témoigne du climat de tensions.

Alors qu'une escalade des violences est à craindre à l'approche du 1^{er}

mars, les invitations de la Communauté internationale – principalement

le représentant spécial des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et

le Sahel et les Etats-Unis – à dialoguer et à organiser des élections

sans violence et respectueuses des droits humains sont restées, jusqu'à

présent, lettre morte. Le 24 février 2020, en raison de la persistance

des insuffisances constatées sur le fichier électoral, l'Organisation

internationale de la francophonie (OIF) a indiqué « *qu'il [lui] sera difficile de continuer de soutenir le processus électoral en Guinée* ».

Le fait que l'OIF se retire suggère que la communauté internationale commence à se désolidariser des scrutins à venir.

Pour éviter un embrasement en Guinée qui pourrait avoir des conséquences dans toute la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, les

partenaires internationaux de ce pays, **en premier lieu l'Union européenne (UE) et la France**, doivent prendre acte de la décision de l'OIF, et **affirmer que les élections législatives et le référendum constitutionnel ne peuvent pas se tenir dans**

les conditions actuelles.

À la suite de la Résolution d'urgence adoptée le 13 février dernier

par le Parlement européen, l'UE et ses États membres doivent **activer**

les leviers diplomatiques dont ils disposent (notamment l'article 96 de

l'Accord de Cotonou) pour que la Guinée respecte les droits constitutionnels à manifester et à s'exprimer librement ainsi que ses

engagements en matière de droits humains, notamment le non usage

excessif de la force, la lutte contre la torture, et les droits des

personnes détenues.

L'instrumentalisation des divisions ethniques à des fins électorales doit être condamnée publiquement et leurs auteurs doivent

être avertis qu'ils seront comptables devant la justice en cas de graves

violations des droits humains.

Contacts presse :

- Laurent Duarte, coordonnateur international de Tournons La Page
laurent.duarte@secours-catholique.org , Tél : +33 6.50.39.17.83
- Barthélemy Dioh, directeur de la communication ACAT
communication@acatfrance.fr, Tél : +33 1.40.40.74.10
- Sophie Rebours, responsable relations médias et influenceurs CCFD-Terre Solidaire.
s.rebours@ccfd-terresolidaire.org, Tél : +33 1. 44. 82. 80. 64
- □Virginie Péron, responsable du service communication LDH

presse@ldh-france.org, Tél : +33 1.56.55.51.07

- Isabelle Merny, directrice de la communication Aide et Action

Isabelle.merny@aide-et-action.org, Tél : +33
1.55.25.70.49

Signataires:

Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT)

Aide et Action

CCFD-Terre Solidaire

CFDT

Plateforme Dette et développement (et ses organisations membres)

Ligue des droits de l'Homme (LDH)

Tournons la page (et ses organisations membres)

Tibou Kamara et sa presse privée

écrit par GuineePolitique© | 3 octobre 2021



TOP/FLOP politique de la semaine



1 Tibou Kamara et sa presse privée

Candidat uninominal du parti au pouvoir **RPG AEC** pour les législatives du 1^{er} mars à Dinguiraye, Tibou Kamara, ancien journaliste et ministre dans le gouvernement de Kassory Fofana a toujours entretenu une relation « incestueuse » avec une certaine presse locale. Cette même presse dite privée qui fait de la communication gouvernementale en contribuant à la fabrication de personnalités politiques aux convictions politiques douteuses et au positionnement versatile. Le même Tibou Kamara écrivait en 2014 : [« L'histoire de la Guinée s'est arrêtée depuis qu'Alpha Condé a accédé au pouvoir au mépris de la vérité des urnes »](#)

2 La police nationale et ses fausses accusations

Dans un communiqué, le porte-parole du ministère de la sécurité accuse : « il est aujourd'hui démontré que les manifestations du FNDC sont programmées et conçues pour se dérouler dans la violence et occasionner le maximum de dégâts possibles ». Il faut rappeler que la répression des manifestations du FNDC par les forces de sécurité ont déjà fait plus de 35 morts, des manifestants tués par balle.

3 Après la résolution de l'Union européenne, le RPG Arc-en-ciel

brandit l'étendard de la souveraineté

Le 13 février 2020, le parlement européen a adopté une [résolution sur la République de Guinée](#), notamment la violence à l'encontre des manifestants. Le point 3 de la résolution est celui qui a surtout suscité les réactions au sein du parti au pouvoir. Le parlement européen « regrette profondément tout projet de modifier la constitution du pays en ce qui concerne la limitation du nombre de mandats présidentiels ; réaffirme avec force qu'une démocratie saine doit respecter l'état de droit et toutes les dispositions constitutionnelles, y compris une éventuelle limitation du nombre de mandats présidentiels ; invite donc le président de la République de Guinée à respecter la constitution du pays, et en particulier son article 27 ».

Pour l'UE « la décision de coupler les élections législatives du 1er mars 2020 à un référendum constitutionnel divise profondément le pays »

écrit par GuineePolitique© | 3 octobre 2021



République de Guinée : déclaration de la porte-parole sur le processus électoral

Les préparatifs du processus électoral et la décision de coupler les élections législatives du 1er mars 2020 à un référendum constitutionnel divisent profondément le pays. De graves faits de violences ont déjà pu être observés dans ce contexte.

L'importance de cette double échéance impose de s'assurer, dans le cadre d'un dialogue inclusif, des conditions de transparence et d'inclusivité, ainsi que du respect du cadre régissant les élections.

L'unité et la paix en Guinée doivent prévaloir sur les intérêts partisans.

L'Union Européenne, partenaire de longue date de la Guinée, est prête à contribuer à la facilitation d'un dialogue inclusif, en partenariat avec les acteurs régionaux et internationaux.

Virginie BATTU-HENRIKSSON Spokesperson for Foreign Affairs and Security Policy + 32 (0)470 18 24 05

Gesine KNOLLE Press Officer for International Cooperation and

Crise politique : Communiqué des Missions diplomatiques en Guinée

écrit par GuineePolitique© | 3 octobre 2021



Communiqué des Missions en République de Guinée des Nations Unies, de la CEDEAO, de la Délégation de l'Union européenne, des Etats-Unis, de France, de Belgique, d'Italie, d'Allemagne et du Royaume-Uni.

CONAKRY – 16 OCTOBRE 2019 – La crise politique que traverse la République de Guinée est source de préoccupations pour la communauté internationale. L'insuffisance de dialogue entre les différents acteurs politiques provoque une escalade de la tension avec des recours à la violence, susceptible de porter gravement atteinte aux acquis démocratiques. Nous appelons tous les acteurs à renouer le dialogue dans le cadre du comité de suivi.

La communauté internationale rappelle que le droit de manifester est un élément essentiel de l'expression

démocratique, au même titre que la liberté de la presse. Il appartient aux différents acteurs de faire preuve de calme et de retenue en bannissant tout recours à la violence ou un usage disproportionné de la force. Il importe que les libertés fondamentales soient respectées et que le gouvernement guinéen veille à garantir le respect de l'Etat de droit.

La communauté internationale est convaincue que la seule voie vers la stabilité, la croissance et la démocratie réside dans l'esprit de collaboration et de consultation de toutes les parties prenantes afin de développer une Guinée pacifique et prospère. Il est ainsi indispensable d'organiser dans les délais légaux des élections, législatives et présidentielles, libres, crédibles et transparentes, dans le respect du cadre constitutionnel et dans un environnement apaisé. Une éventuelle libération rapide des personnes détenues de façon préventive serait de nature à aider à l'apaisement.

europa.eu